

30APQ, EPS et sport scolaire : différences et complémentarité.

Intervention de Fanny Ringeaud, doctorante en sociologie sur la question de l'activité physique à l'école élémentaire, sous la direction de Cécile Collinet.

La présentation consistait à questionner les différences entre les modalités de pratique de l'activité physique à l'école élémentaire, et surtout à montrer en quoi et comment elles étaient complémentaires. Ces trois « opportunités institutionnalisées de pratique de l'activité physique » sont l'éducation physique et sportive (EPS), le sport scolaire (qui dans le premier degré public est coordonné par l'USEP) et le dispositif des 30 minutes d'activité physique quotidienne (30APQ).

Les résultats alarmants de nombreuses études, qui soulignent la baisse des capacités physiques des enfants et adolescents et le non-respect des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé en termes d'activité physique, alertent différents acteurs : des enseignants au monde du sport en passant par les personnalités politiques et les médecins. La sédentarité est alors érigée en véritable problème public. Dans la perspective de lutter contre ce « fléau moderne » (Gatouillat, 2018), l'école élémentaire est perçue comme un levier. Quelle place est accordée à cette finalité dans les différentes modalités de pratiques de l'activité physique ?

La lutte contre la sédentarité est à l'origine même de la création des 30APQ, elle en est la principale et l'unique finalité. En EPS, la perspective est plus large et l'englobe. En effet, il s'agit de permettre aux élèves de développer des capacités physiques qui leur permettront d'être autonomes dans la gestion de leur vie physique sur le long terme, finalité exposée dans les programmes de 2015. L'idée que l'éducation physique, à l'école, cherche à « satisfaire le besoin de mouvement » (Instructions ministérielles, 1^{er} octobre 1945) constitue une permanence dans les finalités poursuivies par la discipline jusqu'à aujourd'hui. Le sport scolaire intègre, lui, plus progressivement cet enjeu santé, se faisant l'écho d'évolutions intrinsèques au mouvement sportif. Aujourd'hui le partenariat entre le sport scolaire et la fédération française de cardiologie, ou encore la mise en place de dispositifs tels que le « DéFit » qui vise explicitement à faire bouger les élèves, résonnent avec la politique sport-santé qui se développe depuis le début du XXI^{ème}. Finalement, à l'heure actuelle, 30APQ, EPS, et Sport Scolaire poursuivent cet objectif de lutte contre la sédentarité : dans la perspective de développer un habitus santé, là où l'EPS et le sport scolaire développent des capacités physiques et cherchent à transmettre les clés pour que les élèves soient autonomes dans la gestion de leur vie physique, les 30APQ participent à l'incorporation d'habitudes de pratique.

Les trois modalités de pratiques sont donc complémentaires dans la poursuite de cet objectif santé, mais aussi au-delà, dans la mesure où l'EPS et le Sport scolaire poursuivent des finalités autres mais tout autant capitales dans l'enseignement primaire : développement de compétences à la fois motrices, méthodologiques et sociales ; acquisition d'une culture physique, sportive et artistique ; développement d'une citoyenneté associative pour le sport scolaire...

S'ajoute aux finalités, le degré d'obligation et le créneau de pratique, deux des points sur lesquels les trois modalités diffèrent, différences qui amènent à interroger le sens que vont pouvoir donner les élèves, mais aussi les enseignants, aux 30APQ. En effet en tant que discipline scolaire au même titre que les autres, l'enfant, dans son « métier d'élève » (Perrenoud, 2018) donne un sens à l'EPS, qu'il trouve du côté des apprentissages, ou à minima des résultats. Dans le cas du sport scolaire, l'engagement étant volontaire, on se doute qu'il a un sens pour celui qui se mobilise dans ce cadre. Il serait alors intéressant d'interroger, et d'analyser, le sens que les élèves donneront aux 30APQ, obligatoires pour tous les élèves, uniquement ceux des établissements volontaires, parfois mises en place sous forme de pauses actives, parfois sur les temps de récréation.

Comment caractériser le dispositif des 30APQ, ses forces et ses limites, notamment sur les questions d'espace, d'acteurs et de temps par rapport aux autres temps d'activité physique à l'école ?

Concernant l'espace, la pratique physique dans le cadre des 30APQ se veut simple d'accès dans la mesure où une tenue sportive n'est pas requise, les lieux à privilégier sont la salle de classe, la cour de récréation ou encore les abords proches de l'école. Là où en EPS l'accès aux diverses infrastructures est une des premières causes d'inégalités territoriales en matière d'activité physique à l'école élémentaire, ici est proposé un dispositif théoriquement accessible à chacune des écoles. La question du temps d'engagement moteur se pose également. Si dans le cadre des 30APQ tous les élèves sont en mouvement pendant une durée supposée de 30 minutes (il serait intéressant d'étudier à l'échelle d'une classe la dépense physique des élèves), en EPS, 30 minutes correspondent parfois au temps passé assis dans le bus pour se rendre aux installations...Ainsi les 30APQ proposent une réponse à l'inactivité physique quotidienne, là où l'EPS permet aux élèves de développer des pouvoirs moteurs, d'apprendre à nager, à courir vite, courir longtemps, pédaler, apprentissages qui évidemment demandent des déplacements dans les piscines et sur les stades.

La prise en charge de l'activité physique des enfants à l'école peut mobiliser des acteurs différents. Les professeurs des écoles (PE) se sentent bien souvent démunis pour enseigner l'EPS (conclusion entre autres tirées de mes travaux de recherche en 2019-2020), et s'ils déclarent trouver les sites académiques riches en ressources et outils, ils reconnaissent également rencontrer des difficultés à les exploiter par manque de compétences générales dans l'enseignement de cette discipline, déficit associé à la place de l'EPS en formation (initiale et continue). Depuis le lancement des 30APQ certaines académies ont d'ores et déjà développé des outils à destination des PE pour la mise en œuvre du dispositif, l'exploitation faite de ces outils par les enseignants serait intéressante à étudier. Se pose aussi la question des intervenants extérieurs : deux points de vigilance à ce sujet sont à signaler. Premièrement plusieurs études soulignent qu'il est parfois difficile de construire de réels partenariats éducatifs et que ceux-ci prennent bien souvent la forme de délégation, juxtaposition, ou encore subordination (Devos-Prieur et Loubet-Gauthier, 2002) entre les intervenants et les enseignants du primaire. La possible intervention d'un professionnel du monde sportif dans le cadre des 30APQ s'ajoute aux partenariats possibles en EPS : avec des moniteurs de sport, des éducateurs sportifs, des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives (ETAPS) ou encore des professeurs de la ville de Paris (PVP) pour la capitale. Ces possibles interventions, si elles peuvent constituer une réelle plus-value éducative, continuent de complexifier le champ de la pratique physique dans le premier degré, et à créer une conjoncture favorisant les inégalités territoriales.

Le positionnement dans le temps scolaire des 30APQ est aussi objet d'interrogations. Celles-ci pouvant être proposées sous forme de pauses actives, lors de l'arrivée à l'école ou encore au cours des récréations, semblent ne pas demander des aménagements trop contraignants pour les enseignants¹. Parallèlement, les apprentissages visés en EPS demandent de la répétition et du temps, et pour que ces apprentissages soient effectifs l'enseignement des 3h hebdomadaires est « fondamentale », « non négociable » pour reprendre les propos de Tony Estanguet. La complémentarité entre les trois modalités semble alors se jouer à un tout autre niveau : dans la mesure où la mise en place des 30APQ amène à poser sur le devant de la scène la question de la place accordée à la pratique physique à l'école élémentaire, l'occasion de questionner les moyens mis en œuvre pour l'enseignement de l'EPS s'offre à la communauté éducative.

Finalement, 30APQ, EPS et sport scolaire sont complémentaires à la fois dans et au-delà de la poursuite de la lutte contre la sédentarité. Les 30APQ visent à développer des habitudes de pratique physique régulières, habitudes qui seront durables et réinvestissables uniquement dans le cas où les élèves acquièrent les

¹ M. Thierry Terret a précisé lors du séminaire que 86,5% des écoles considèrent les contraintes d'aménagement légères à modérées

capabilités physiques leur permettant d'être autonomes dans la gestion de leur vie physique, mission poursuivie par l'EPS et le sport scolaire. Ainsi une école qui proposerait, et qui aurait les moyens de proposer, à hauteur des attentes institutionnelles, les 30APQ, l'EPS et le Sport Scolaire, pourrait être définie comme une véritable école promotrice de santé (« Health Promoting School », HPS, Ottawa, 1986).